



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/La-dette-dont-on-ne-parle-pas>

Lecture

La dette dont on ne parle pas

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2014 - N° 1151 - mars 2014 -

Date de mise en ligne : mercredi 27 août 2014

Date de parution : mars 2014

Description :

« La dette cachée de l'économie »

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

<dl class='spip_document_1326 spip_documents spip_documents_right' style='float:right;'>

Comment s'est développée la "civilisation" dont les pays occidentaux sont si fiers ?

â€” Au prix d'une dette accumulée pendant cinq siècles d'exploitation, d'accaparement et de colonisation. L'histoire de ce "développement " est un "scandale planétaire" que mettent en évidence les travaux d'Éric De Ruest et de Renaud Duterme, publiés par le réseau CADTM (voir leur adresse page 5) sous le titre La dette cachée de l'économie.

Ce livre (200 pages, 10 euros), très facile à lire, va au fond des choses et s'appuie sur de nombreuses références. Jean Gadrey (à qui nous devons plusieurs articles toujours fort appréciés) en signe la préface, dans laquelle il rappelle que ce n'est que dans les années 1990 qu'a percé l'idée que les pays du Nord étaient redevables à ceux du Sud d'une dette écologique, en sens inverse de la dette financière. Ce concept a fait son chemin et aujourd'hui, des considérations de justice environnementale mènent à estimer que « lorsque des ressources essentielles, voire vitales, deviennent rares, l'égalité des droits d'accès et d'usage devrait constituer un objectif universel ».

Après avoir clairement défini ce qu'est la dette écologique, nos auteurs en retracent la "géo-histoire". Ils notent qu'Homo sapiens a longtemps participé à des échanges, mais sans rompre les équilibres naturels, avant de rappeler les plus grandes catastrophes écologiques dont certains de ses descendants sont responsables. Ils décrivent « le coût global de l'or noir », les bateaux-poubelles, ils rappellent le cauchemar chimique que fut « l'assassinat de masse » vécu par la ville de Bhopal quand l'usine de pesticides de l'Union Carbide, pourtant avertie du danger, rejeta dans l'air 40 tonnes de poison. Ils achèvent l'inventaire des « crimes de guerre économique » par le scandale agro-alimentaire mondial piloté par la Bourse des matières premières, avant d'évoquer "l'opportunisme vert" et le rôle diabolique joué par la Banque mondiale...

Leur conclusion est sans appel quant à l'échec de la démocratie représentative car les « politiciens privilégient une vision à court terme », alors « l'écologie passe souvent à la trappe au profit de la sauvegarde de l'emploi ».